



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse

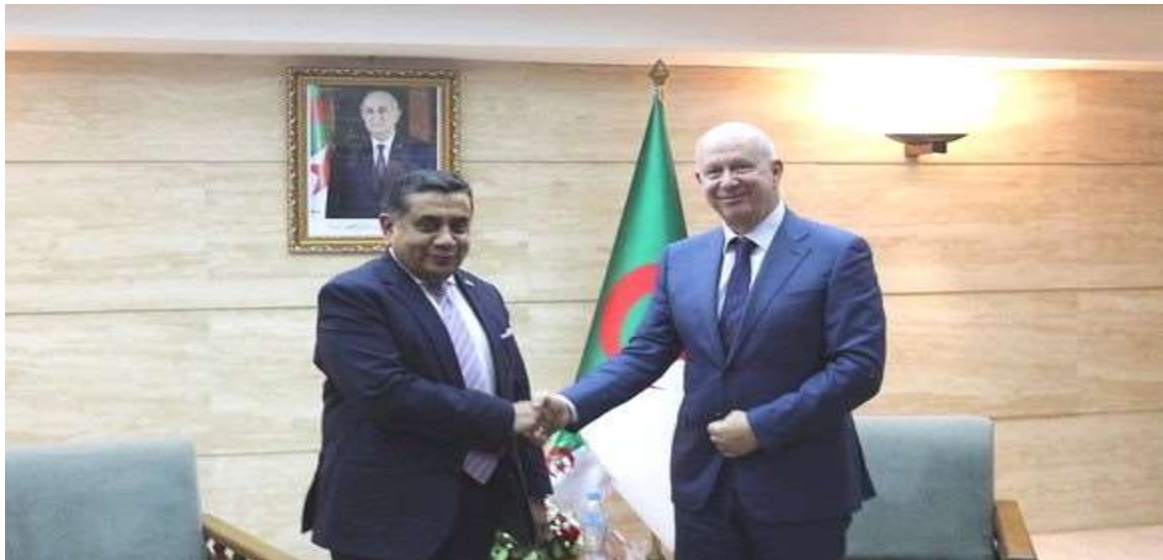


Dimanche 12 juin 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances: le renforcement de la coopération bilatérale algéro-britannique évoqué à Alger



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu jeudi, le ministre d'Etat britannique des Affaires Etrangères de l'Asie du Sud et centrale, de l'Afrique du Nord, de l'ONU et du Commonwealth, Tariq Mahmood Ahmad, dans le cadre de sa visite en Algérie, avec lequel il a évoqué l'état des relations économiques et financières bilatérales, a indiqué un communiqué du ministère.



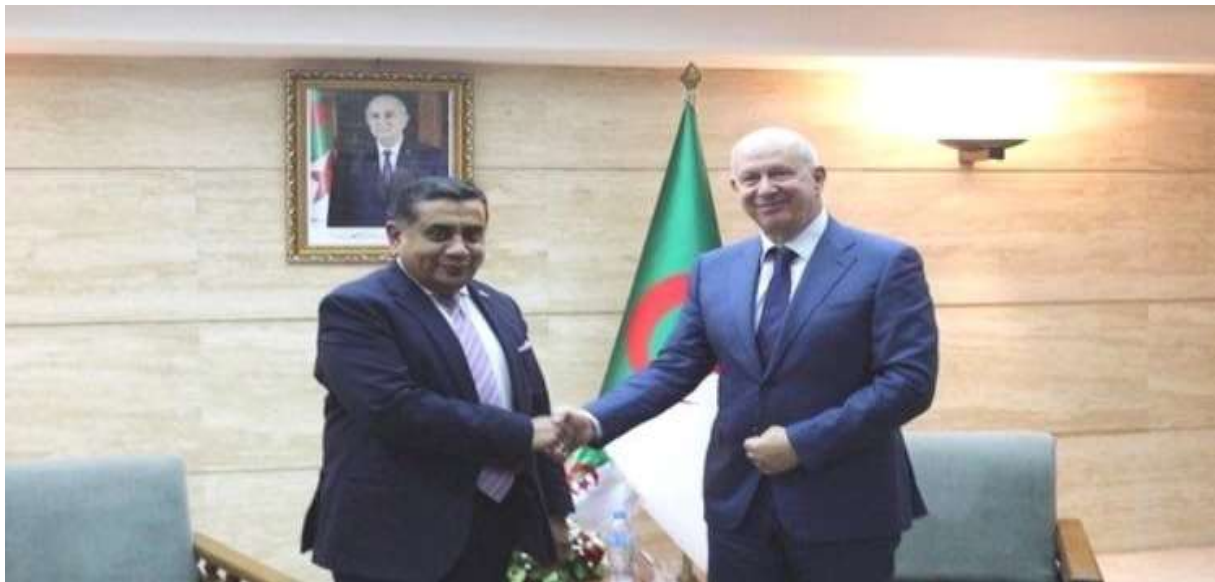
ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Contrôle financier: les commissaires aux comptes nommés en toute transparence

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a affirmé jeudi à Alger que la nomination des commissaires aux comptes au niveau des entreprises s'effectuaient en toute transparence conformément à la loi.



M. Tariq Mahmood Ahmad reçu par M. Abderrahmane Raouya : Pour un engagement accru des entreprises britanniques



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu jeudi M. Tariq Mahmood Ahmad, dans le cadre de sa visite en Algérie, avec lequel il a évoqué l'état des relations économiques et financières bilatérales, a indiqué un communiqué du ministère.



Croissance de l'économie mondiale en 2022 : Le FMI révisé ses prévisions

Le Fonds monétaire international (FMI) va réviser en baisse ses prévisions de croissance mondiale pour cette année en raison d'une combinaison de facteurs, dont l'inflation élevée, a indiqué jeudi son porte-parole.

Finances : Vers le renforcement de la coopération algéro-britannique



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu, jeudi dernier, le ministre d'Etat britannique des Affaires étrangères de l'Asie du Sud et centrale, de l'Afrique du Nord, de l'ONU et du Commonwealth, Tariq Mahmood Ahmad, dans le cadre de sa visite en Algérie, avec lequel il a évoqué l'état des relations économiques et financières bilatérales, a indiqué un communiqué du ministère.

Abderrahmane Raouya, Finances «Le dispositif des bureaux de change est peu attractif»

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, a affirmé, jeudi dernier, que l'absence des bureaux de changes à ce jour est due à l'absence de demandes en ce sens. «Les investisseurs ne manifestent pas d'intérêt pour cette activité du fait du peu d'attractivité financière», a précisé le ministre lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales. Au député qui a demandé de prendre des mesures drastiques pour éradiquer le marché parallèle de la devise, suggérant même de criminaliser la vente, le ministre a évoqué un plan visant la diversification de l'économie nationale. «Toutes les transactions seront alors traitées de manière stricte et rigoureuse», a-t-il assuré.

Banques algériennes à l'étranger : Grandes ambitions

Notre pays ne cache plus son ambition de conquérir des marchés extérieurs, notamment en Afrique. Nos produits alimentaires mais aussi le ciment ou les médicaments, à la faveur de foires ou d'opérations d'exportation, sont de plus en plus visibles. Avec l'instauration du «marché commun africain», les perspectives sont encourageantes. Mais l'exportation nécessite, en plus d'une chaîne logistique, un accompagnement des banques. Les pouvoirs publics ont pris la décision d'ouvrir des succursales à l'étranger qui se mettront au service des opérateurs. C'est l'un des aspects de cette diplomatie économique qui défriche le terrain.

Ouverture sur le marché africain : Eclairages d'experts

L'Algérie veut se positionner sur le continent africain et multiplier ses échanges commerciaux avec le continent, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). L'expert en finances, Souhil Meddah, estime que l'importance de la complémentarité africaine dans les différents secteurs économiques implique de facto des actions dans d'autres domaines. Il rappelle que la nature du continent africain, très vaste, s'élargit à plusieurs questions d'ordre relationnel bilatéral, multilatéral, sécuritaire et culturel.

International : Le déploiement approuvé

Le 5 juin dernier, le Conseil des ministres a avalisé la stratégie d'ouverture d'agences bancaires à l'étranger, notamment dans les pays africains, comme le souligne le communiqué final de la réunion. Désormais, le projet de déploiement du réseau bancaire à l'international, tant attendu par l'outil national de production, prend corps dans la réalité et concrétise l'un des objectifs contenus dans l'engagement du président de la République visant à relancer l'économie nationale en lui assurant des débouchés à l'international.

BUREAUX DE CHANGE : «Il n’y a aucun intérêt manifesté par des investisseurs»

Selon le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, ce dossier relève exclusivement des responsabilités de la Banque d’Algérie, qui a mis en place un cadre réglementaire régissant cette activité

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a affirmé jeudi dernier à Alger que la nomination des commissaires aux comptes au niveau des entreprises s’effectuait en toute transparence conformément à la loi. «L’Etat algérien a initié la réforme juridique des professions comptables à travers la loi 10-01 du 29 juin 2021, relative aux professions d’expert comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé», a répondu le ministre à la question d’un député sur l’indépendance du commissaire aux comptes dans l’exercice de ses missions de contrôle, lors d’une plénière à l’Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales.

Ce nouveau cadre juridique, ajoute le ministre, cité par l’APS, garantit la consécration de mécanismes visant «la transparence dans la gestion», conformément aux principes de concurrence, en se basant sur un cahier des charges pour la désignation des commissaires aux comptes au niveau des entreprises dans le cadre des règles de comptabilité financière, explique-t-il, ajoutant que le cahier des charges est l’une des méthodes efficaces garantissant l’égalité des chances entre candidats.

«Le choix des commissaires aux comptes demeure tributaire des garanties protégeant le commissaire et l’assistant dans ses missions sans pression ni népotisme», a-t-il assuré, soulignant «le rôle de contrôle du ministère des Finances en vue de garantir la régularité des procédures suivies pour choisir les commissaires aux comptes». Par ailleurs, selon l’APS, le ministre a fait savoir que la Banque d’Algérie suivait l’évolution du marché des changes, ce qui permet d’opérer les changements nécessaires en ce qui concerne le cadre réglementaire dans le but de s’adapter aux besoins et aux objectifs économiques du pays.

Répondant à une autre question sur l’absence des bureaux de change à ce jour, M. Raouya a précisé que les investisseurs ne manifestaient pas d’intérêt pour cette activité, relevant qu’il n’existait pas de demande d’ouverture de bureaux de change. Ce dossier relève exclusivement des responsabilités de la Banque d’Algérie, qui a mis en place un cadre réglementaire régissant l’activité des bureaux de change et permettant d’assurer la traçabilité, la transparence et le contrôle des transactions y afférentes, en vue de garantir le respect des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d’argent ainsi que les objectifs de la politique de change, a expliqué le ministre des Finances

Concernant la possibilité de prise de mesures permettant aux propriétaires de véhicules touristiques et utilitaires de bénéficier d'une exonération en termes de droits douaniers et de TVA, le ministre a fait savoir que ces avantages étaient dédiés à une catégorie bien définie par la législation en vigueur dans ce cadre, à savoir les invalides de la Guerre de Libération nationale, les fils de chahid handicapés et les personnes invalides dans un cadre civil.

Généraliser ces avantages à d'autres catégories aura «de lourdes conséquences économiques», sous forme de prélèvements considérables des recettes fiscales et une charge qu'auront à assumer les ministères concernés par ces exemptions, a-t-il encore dit. Une telle proposition élargirait le champ des subventions de manière injustifiée, contrairement à la politique mise en place portant rationalisation des politiques de subvention économique et orientation de la subvention en faveur des ayants droit. A une question sur la possibilité de revoir l'indemnité de zone prévue dans le décret n° 82-183 du 15 mai 1982, relatif aux modalités de calcul de l'indemnité de zone, modifié et complété, selon les modifications qui ont touché la grille des salaires, le ministre a indiqué qu'il était possible de combiner les indemnités instituées avant 1995 et celles d'après 1995, revues en 2013.

Et d'ajouter que le décret exécutif n° 90-193 du 23 juin 1990 portant revalorisation des rémunérations principales des travailleurs relevant du secteur des institutions et administrations publiques a prévu, dans son article 3, que les indemnités de toutes natures continuent d'être calculées par référence à la valeur du point indiciaire fixée par la réglementation.



ALORS QUE MADRID PERD UN MARCHÉ VOISIN À POTENTIEL ÉLEVÉ : Les entreprises algériennes appelées à chercher de nouveaux fournisseurs

A quelques jours de l'ouverture de la 53e Foire internationale d'Alger (FIA), qui connaît habituellement une forte participation du côté des entreprises espagnoles, l'Algérie suspend ses échanges commerciaux avec ce pays en réponse à sa position vis-à-vis de la cause sahraouie. Une décision prise en application de la suspension du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec le royaume d'Espagne.

Dans ce cadre, les banques ont reçu jeudi dernier une note de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) leur demandant de bloquer toutes les domiciliations bancaires pour les opérations de commerce extérieur de produits et services de et vers l'Espagne. Une instruction mise en œuvre depuis hier et qui va sans nul doute impacter les échanges commerciaux entre les deux pays. L'on s'attend d'ores et déjà à ce que les entreprises espagnoles ayant réservé des stands au Palais des expositions des Pins maritimes pour prendre part à cette 53e FIA ne soient pas au rendez-vous de cette manifestation, qui permet chaque année aux opérateurs des deux pays de se retrouver pour discuter des opportunités d'affaires.

Les sociétés espagnoles, qui fournissent leurs homologues algériens en divers produits, risquent ainsi de perdre des marchés à la suite de ce froid entre Alger et Madrid, sachant que l'importance du partenariat entre les deux parties est régulièrement mise en exergue. L'impératif de renforcer et de consolider leurs relations économiques à travers l'exploration de davantage d'opportunités de partenariat dans divers domaines d'activité est en effet souligné à chaque fois.

Il était question d'ailleurs de se focaliser sur les principaux secteurs que le programme d'action du gouvernement vise à promouvoir, à savoir les hydrocarbures, les énergies renouvelables, les industries manufacturières, l'industrialisation, le tourisme et l'économie du savoir. C'est le cas également dans le domaine commercial, l'investissement agricole et agroalimentaire, où les perspectives d'échanges étaient jusque-là prometteuses, notamment en ce qui concerne l'utilisation des technologies modernes dans ces deux secteurs.

VERS LA BAISSÉ DU VOLUME DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Dans la filière viande bovine, les pertes s'annoncent importantes pour les fournisseurs espagnols. En avril dernier, le directeur des professionnels espagnols du secteur de la production de viande rouge, Javier Lopez, avait évalué ces pertes à environ 5 millions d'euros, uniquement pour le secteur de la viande rouge.

«Ces pertes sont liées au renoncement de l'Algérie au marché espagnol de la viande bovine, en raison du changement de position de notre pays vis-à-vis du Sahara occidental», avait expliqué Javier Lopez sur les médias espagnols.

L'Algérie était en effet jusque-là la première destination des viandes espagnoles exportées à l'étranger, avec environ 20 000 tonnes. D'autres filières vont également pâtir de cette situation et l'Espagne se dirige droit vers la perte de sa place de principal fournisseur de l'Algérie. Avec un volume annuel d'échanges commerciaux entre les deux pays avoisinant les 8 milliards de dollars ces dernières années, l'Espagne était l'un des trois premiers fournisseurs européens de l'Algérie, qui a importé en 2020 pour 2,1 milliards de dollars d'Espagne, contre 2,9 milliards en 2019, soit une baisse de près de 21% en raison de la crise économique mondiale, due à la Covid-19.

Une tendance qui va se confirmer cette année. Mais au-delà de la perte d'un marché voisin à potentiel élevé pour l'Espagne, la dernière note de l'ABEF va certainement entraîner des manques à gagner pour les opérateurs économiques qui s'approvisionnent habituellement de la péninsule ibérique. Et ce, même si les importations algériennes de marchandises à partir de l'Espagne ne représentent pas une dimension stratégique ni pour l'appareil productif (inputs) ni pour la consommation des ménages, selon l'économiste Brahim Guendouzi, pour qui, les opérateurs économiques dont les importations sont d'origine espagnole vont devoir s'adapter à la nouvelle situation et prospecter d'autres fournisseurs dans d'autres pays, soit de l'Union européenne ou autres.

«De toutes les façons, dans le commerce extérieur, il est plus facile de perdre un fournisseur mais il est difficile par contre de perdre un client», nous dit-il. Et de rappeler : «Sur plusieurs années, l'Espagne a figuré comme le cinquième pays de provenance des marchandises importées, avec des montants fluctuant entre 2 à 3 milliards de dollars annuellement.

Cependant, on a déjà enregistré durant ces trois dernières années un léger repli des achats à partir de l'Espagne», analyse l'expert, relevant dans ce sillage l'importance des exportations gazières vers l'Espagne. Si les opérateurs algériens ont la possibilité de trouver d'autres fournisseurs, «le gaz algérien est souhaité sur le marché espagnol du point de vue des prix et des quantités mais aussi par rapport à la sécurité des approvisionnements grâce aux livraisons par gazoduc», souligne M. Guendouzi.

«La problématique qui va se poser alors est celle de l'équilibre de la balance commerciale entre les deux pays», conclut notre spécialiste en commerce extérieur



UNE CROISSANCE DE +70% À L'EXPORT AU 1er TRIMESTRE : L'e-paiement entre en service à L'EPAN

Les usagers portuaires, détenteurs d'une carte interbancaire (CIB), peuvent désormais régler leurs factures à distance via un espace dans le portail web de l'entreprise portuaire de la wilaya de Annaba (EPAN), dédié à cette solution. Ce nouveau service de paiement électronique en ligne (e-paiement) entre dans le cadre de la digitalisation de la chaîne logistique portuaire. «L'Entreprise portuaire de Annaba a mis tous les moyens nécessaires et l'assistance requise à l'effet d'assurer un accompagnement en direction des exportateurs, appuyé par des actions commerciales attractives permettant ainsi l'atteinte de ce résultat encourageant.

Le paiement électronique en est une», a estimé la direction de l'EPAN lors de la présentation de son bilan du premier trimestre de l'année en cours, qui a marqué une croissance à deux chiffres. En effet, selon la même source, «le trafic global réalisé à l'issue du premier trimestre 2022 a été marqué par une croissance à deux chiffres.

Il est passé ainsi de 1,343 million de tonnes à 1,745 million de tonnes, enregistrant une évolution de 29,87% par rapport à la même période de l'exercice précédent». A contrario, le volume des importations a connu une sensible baisse.

Au 31 mars 2022, il a atteint 0,518 million de tonnes, contre 0,716 million de tonnes durant la même période de l'année 2021, soit une diminution de -17%. «En revanche, le trafic à l'export a connu un rebond exceptionnel, passant de 0,716 million de tonnes à 1,218 million de tonnes au 31 mars 2022, marquant une augmentation de 70,08%.» Rappelons que l'EPAN a entamé les démarches nécessaires avec des entreprises spécialisées à l'effet de mettre en place un entrepôt frigorifique qui sera dédié au stockage des produits agricoles périssables.

Cet investissement a été engagé dans le but de développer la diversité de l'activité export. «Toutes ces mesures seront appuyées par la plateforme électronique APCS (Algerian Ports Community System), créée par le groupe Serport, visant à mettre en service tous les moyens électroniques pour faciliter les opérations de transit et renforcer la traçabilité et la transparence concernant la logistique portuaire», ajoute la même source.

Ces mesures ont été prises pour consolider le fonctionnement des ports en H24 et 7/7 jours, y compris les vendredis et jours fériés, où l'EPAN Annaba a pris toutes les dispositions nécessaires en mettant en place un programme de travail qui sied à cette activité non-stop.



SUSPENSION DU TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION AVEC L'Espagne : L'Algérie répond à l'UE et rassure sur le gaz

Réagissant à la déclaration de responsables européens, l'Algérie a regretté que la Commission européenne «ne se soit pas assurée que la suspension d'un traité politique bilatéral avec un partenaire européen, en l'occurrence l'Espagne, n'affecte ni directement ni indirectement ses engagements contenus dans l'accord d'association Algérie-UE».

La décision prise par l'Algérie de suspendre le «traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération», qui lie Alger et Madrid depuis 2002, a fait réagir l'Union européenne en tant qu'allié «organique» de l'Espagne.

En effet, vendredi dernier, le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, et le vice-président de la Commission en charge du Commerce, Valdis Dombrovskis, se sont exprimés à travers un communiqué commun cité par l'AFP, dans lequel ils ont estimé que la décision d'Alger est «extrêmement préoccupante». «Nous évaluons les implications des actions algériennes», ont affirmé les deux responsables européens, qui se sont réunis à Bruxelles avec le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares.

L'UE s'est notamment inquiétée des retombées de l'instruction donnée aux établissements financiers «d'arrêter les transactions entre les deux pays, qui semble être en violation de l'accord d'association UE-Algérie, en particulier dans le domaine du commerce et de l'investissement», ont déploré Josep Borrell et Valdis Dombrovskis. Mercredi dernier, peu après l'annonce de la suspension du traité d'amitié avec Madrid, l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF) a, de fait, adressé une note aux banques où l'on peut lire : «Suite à la suspension du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec le royaume d'Espagne, il vous est demandé de procéder au gel des domiciliations bancaires des opérations de commerce extérieur de produits et services de et vers l'Espagne, à compter du jeudi 9 juin.» Pour l'Union européenne, une telle mesure «conduirait à un traitement discriminatoire d'un Etat membre de l'UE et nuirait à l'exercice des droits de l'Union au titre de l'accord».

LES ENGAGEMENTS D'ALGER

Les deux responsables européens ont soutenu que l'UE «est prête à s'opposer à tout type de mesures coercitives appliquées à l'encontre d'un Etat membre». Répliquant à cette déclaration, l'Algérie a regretté «la précipitation avec laquelle la Commission européenne a réagi, sans consultation préalable ni vérification aucune auprès du gouvernement algérien», selon un communiqué de notre représentation diplomatique auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

Notre représentation a déploré aussi le fait que la Commission européenne «ne se soit pas assurée que la suspension d'un traité politique bilatéral avec un partenaire européen, en l'occurrence l'Espagne, n'affecte ni directement ni indirectement ses engagements contenus dans l'accord d'association Algérie-Union européenne».

«S'agissant de la prétendue mesure d'arrêt par le gouvernement des transactions courantes avec un partenaire européen, elle n'existe en fait que dans l'esprit de ceux qui la revendiquent et de ceux qui se sont empressés de la stigmatiser», liton encore dans la réponse de notre chancellerie à Bruxelles. Concernant les approvisionnements énergétiques qui ont suscité de vives inquiétudes en Espagne depuis mercredi, nos représentants ont écarté tout scénario de suspension des livraisons de gaz à l'Espagne.

«L'Algérie a déjà fait savoir par la voix la plus autorisée, celle de Monsieur le président de la République, qu'elle continuera à honorer tous ses engagements pris dans ce contexte», a rassuré notre mission diplomatique auprès de l'Union européenne, avant de souligner : «A charge pour les entreprises commerciales concernées d'assumer l'ensemble de leurs engagements contractuels.» C'est mercredi dernier que l'Algérie a décidé de suspendre son traité d'amitié avec l'Espagne, dans un contexte marqué par des tensions exacerbées avec Madrid depuis que le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a renoncé à la position traditionnelle de l'Espagne dans le dossier du Sahara occidental en apportant son soutien au plan marocain.

Ce 8 juin donc, un communiqué du palais d'El Mouradia a annoncé que «l'Algérie a décidé de procéder à la suspension immédiate du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération, qu'elle a conclu le 8 octobre 2002 avec le royaume d'Espagne et qui encadrait jusqu'ici le développement des relations entre les deux pays». Les autorités espagnoles, note la présidence de la République, «se sont engagées dans une campagne tendant à justifier la position qu'elles ont adoptée sur le Sahara occidental en violation de leurs obligations juridique, morale et politique de puissance administrante du territoire, qui pèsent sur le royaume d'Espagne jusqu'à ce que la décolonisation du Sahara occidental soit déclarée accomplie par les Nations unies».

«Ces mêmes autorités, qui assument la responsabilité d'un revirement injustifiable de leur position depuis les annonces du 18 mars 2022 par lesquelles le gouvernement espagnol actuel a apporté son plein soutien à la formule illégale et illégitime de l'autonomie interne préconisée par la puissance occupante, s'emploient à promouvoir un fait accompli colonial en usant d'arguments fallacieux», assène le communiqué de la Présidence.

MADRID IMPLIQUE L'UNION EUROPÉENNE

Le ministre des Affaires étrangères espagnol, José Manuel Albares, a annulé son voyage au sommet des Amériques et s'est rendu en urgence à Bruxelles pour impliquer l'Union européenne dans la crise entre les deux pays, deux jours après que l'Algérie ait suspendu son traité d'amitié avec l'Espagne en réponse au changement de position de la Moncloa sur le Sahara occidental, pour rencontrer, Valdis Dombrovskis, commissaire européen au Commerce depuis 2020, et Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité depuis 2019.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, a assuré vendredi, après avoir rencontré la Commission européenne à Bruxelles, que la décision «unilatérale» de l'Algérie de geler les relations commerciales avec l'Espagne «viole l'accord d'association» de ce pays avec l'Union européenne (UE). «Par conséquent, bien qu'elle s'adresse à l'Espagne, elle affecte le marché unique, les relations économiques et commerciales de l'Algérie avec l'Union européenne», a déclaré le chef de la diplomatie espagnole, à la sortie de la réunion avec Dombrovskis à la Commission européenne.

«Nous sommes des peuples amis, mais aussi souverains. Nous sommes d'accord avec les institutions européennes pour défendre les entreprises espagnoles et européennes. Les compétences de la politique commerciale sont entre les mains de la Commission, mais l'Espagne souhaite qu'elles soient résolues le plus rapidement possible par le dialogue et les voies diplomatiques.

Et que les entreprises puissent reprendre leurs activités en toute normalité. Nous ne parlons pas de quelque chose que le gouvernement espagnol a fait, mais d'une décision prise par le gouvernement algérien. Le gouvernement espagnol n'a pas pris une seule décision concernant l'Algérie et n'a pas prononcé un seul mot qui provoque une escalade. Nous voulons avec l'Algérie une relation fondée sur l'amitié, le dialogue, le respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires intérieures. L'Espagne veut exactement les mêmes relations avec l'Algérie qu'avec tous ses voisins», a ajouté Albares.

Auparavant, Dombrovskis et le haut représentant pour la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, ont déclaré dans un communiqué que la Commission suit la crise avec «une grande inquiétude» et analyse les instructions d'Alger aux institutions financières pour arrêter les transactions entre les deux pays, qui semblent, à première vue, violer l'accord d'association UE-Algérie. «La décision prise par l'Algérie de suspendre le traité d'amitié et de bon voisinage signé avec l'Espagne en 2002 est extrêmement préoccupante», a affirmé la Commission européenne dans un communiqué de Dombrovskis et Borrell.

«Nous évaluons les implications des actions de l'Algérie, en particulier dans le domaine du commerce et de l'investissement. Cela conduirait à un traitement discriminatoire d'un Etat

membre de l'UE et nuirait à l'exercice des droits de l'Union en vertu de l'accord», estiment-ils. Bruxelles affirme que «l'Algérie est un partenaire important pour l'UE et en Méditerranée et un acteur clé pour la stabilité régionale.

Nous sommes convaincus que, au nom de notre partenariat solide et à long terme, une solution rapide sera trouvée pour rétablir pleinement les relations commerciales et d'investissement. Nous espérons qu'ils reconsidéreront cette décision et travailleront avec l'Espagne pour trouver une solution à ce différend.

Nous sommes prêts et désireux de soutenir ces efforts». Comme il fallait s'y attendre, l'Algérie n'a pas tardé à répondre, par la voix de sa représentation diplomatique à Bruxelles, au communiqué de la Commission européenne. Elle a notamment regretté la «précipitation» avec laquelle la Commission européenne s'est alignée du côté de l'Espagne.



La Banque d'Espagne craint un impact sur le PIB et l'inflation

La Banque d'Espagne est inquiète des lourdes conséquences de la crise diplomatique entre Madrid et Alger sur l'économie de l'Etat ibérique. «Non seulement cette crise constitue un problème géopolitique, mais peut également avoir des conséquences importantes sur l'économie espagnole», a averti la Banque d'Espagne, en notant qu'une éventuelle restriction des approvisionnements en gaz algérien aurait un «effet sensible tant sur la croissance économique que sur l'inflation».

Le directeur général de l'économie et des statistiques de la Banque d'Espagne, Angel Gavilan, a déclaré aux médias de son pays que même s'il était encore trop tôt pour évaluer l'impact économique de la crise diplomatique, le risque de rupture de l'approvisionnement en gaz en provenance de l'Algérie provoquerait une pression sur la croissance économique ainsi que sur les marchés de l'énergie, ce qui tirerait l'inflation vers le haut. Les statistiques précisent que l'Algérie a fourni à l'Espagne 35,8% de ses besoins en gaz au cours des 12 derniers mois, et en 2021, ce pourcentage a même approché les 43%.

Même si les importations espagnoles ont diminué ces derniers mois, l'Algérie demeure son principal fournisseur en énergie. Rappelons que dans sa réponse à la réaction de l'Union européenne vis-à-vis de sa décision de suspendre le traité d'amitié et de coopération bilatérale avec l'Espagne, l'Algérie a assuré qu'elle continuerait à respecter ses engagements en termes d'approvisionnement en gaz. «La Banque d'Espagne a révisé ce vendredi ses projections pour l'économie espagnole afin d'intégrer les événements de ces dernières semaines.

L'institution s'attend à une croissance économique de l'ordre de 4,1% en 2022, soit quatre dixième de moins que ce qu'elle prévoyait il y a à peine deux mois», rapporte le quotidien ABC. Ceci et de noter que la Banque d'Espagne s'attend à ce que l'inflation moyenne pour l'année soit d'environ 7%.

[Absence des bureaux de change : les explications de Raouya](#)



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a été interrogé, ce jeudi, à l'Assemblée populaire nationale (APN), sur l'absence des bureaux de change à ce jour. Répondant à une question d'un député à ce sujet, lors d'une plénière consacrée aux questions orales, M. Raouya a précisé que les investisseurs ne manifestaient pas d'intérêt pour cette activité, relevant qu'il n'existait pas de demande d'ouverture de bureaux de changes.

[Importation automobile : « La situation connaîtra de nouvelles solutions bientôt », \(A. Raouya\)](#)

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reconnu que les entreprises, les administrations et les citoyens algériens avaient besoin de nouveaux véhicules, après l'arrêt de l'activité d'importation et de montage pendant plusieurs années. Il a indiqué que le gouvernement est en train d'étudier le dossier, et qu'il verra un dénouement dans les prochains jours, a rapporté hier vendredi le quotidien arabophone [Echorouk](#).



[Start-up : lancement « imminent » d'un crédit à l'innovation](#)

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine El Mahdi Oualid a annoncé, samedi à Bejaia, le lancement « imminent » d'un crédit à l'innovation, destiné aux porteurs de projets dans leur quête de financements, rapporte l'agence APS.



[Les commissaires aux comptes nommés en toute transparence : Contrôle financier:](#)

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a affirmé jeudi à Alger que la nomination des commissaires aux comptes au niveau des entreprises s'effectuaient en toute transparence conformément à la loi.



[Ouverture de bureaux de change : La mise au point de Raouya](#)

Les investisseurs ne manifestent pas d'intérêt pour cette activité. Il n'existe pas de demande d'ouverture de bureaux de change. En dépit de l'interrogation incessante de certains députés, l'ouverture de bureaux de change en Algérie demeure toujours inenvisageable. C'est, du moins, ce qu'a répondu le ministre des Finances Abderrahmane Raouya, lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, précisant que «les investisseurs ne manifestent pas d'intérêt pour cette activité».



[Contrôle financier: les commissaires aux comptes nommés en toute transparence](#)

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a affirmé, hier à Alger, que la nomination des commissaires aux comptes au niveau des entreprises s'effectuaient en toute transparence conformément à la loi.



[Le prix du pétrole algérien proche des 130 dollars : Faux pas interdit pour le gouvernement](#)

L'Exécutif bénéficie d'une conjoncture financière plus que confortable pour que 2022, décrétée «année économique» par le chef de l'Etat, soit une réussite. Le baril de Sahara Blend s'échangeait à 128,68 dollars, hier en début de séance, affichait le site spécialisé «Oilprice». La loi de finances calculée sur la base d'un baril de pétrole à 45 dollars laisse donc apparaître un «solde» de plus de 83 dollars! Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août, référence du pétrole algérien, progressait de son côté de 0,50% à 123,69 dollars, hier aux alentours de 10h35.



[L'économie nationale n'en souffrira pas](#)

«L'Espagne est le plus grand perdant, car les matériaux importés d'Espagne peuvent être compensés en changeant la destination de l'importation.». Dressant un bilan, presque sans conséquences, de la suppression des relations commerciales avec l'Espagne, le président de l'Assemblée nationale des commerçants et artisans, Hadj Tahar Boulenouar, est revenu sur cette décision souveraine de l'Algérie, expliquant que «l'Espagne a besoin de l'Algérie et non l'inverse, d'autant plus que les matériaux que l'Algérie importe d'Espagne sont disponibles au niveau d'autres pays, et ils peuvent également être compensés par l'augmentation de la production nationale».



[Union générale arabe des Assurances : L'Algérie préside l'organisation](#)

Le sultanat d'Oman abritera les travaux du 34e congrès de l'Union générale arabe des assurances prévus en 2024. Après plus de 3 jours de débats ayant trait au marché des assurances et réassurances dans les pays arabes, les travaux de la 33e édition du congrès de l'Union générale arabe des Assurances ont été clôturés par l'élection de l'Algérie à la tête de cette union pour un mandat de deux ans, succédant ainsi à la Tunisie.



[Marché du leasing en Algérie : Une introduction en Bourse pour convaincre](#)

Présenté comme étant le mode de financement du futur, le leasing semble prendre forme en Algérie, à travers l'évolution du chiffre d'affaires de MLA et de ses projections futures. Maghreb Leasing Algérie MLA sera prochainement cotée en Bourse, ont annoncé les dirigeants de cette entreprise de droit algérien. «Nous comptons ouvrir le capital de l'entreprise, afin d'intégrer le marché boursier national...



[LE MINISTRE DES FINANCES FACE AUX DÉPUTÉS : «Les bureaux de change n'intéressent pas les investisseurs»](#)

Au moment où le marché informel de la devise du Square Port-Saïd, à Alger, prend de plus en plus d'ampleur, en impactant négativement les finances publiques et l'économie nationale en général, comme la dévaluation du dinar, l'ouverture des bureaux de change devient plus que nécessaire surtout que les conditions sont fixées par la loi depuis 2016.



[Devise Algérie : ce qu'il faut savoir sur l'ouverture des bureaux de change](#)

Voici ce qu'il faut retenir de l'intervention du ministre des Finances au sujet de l'ouverture des bureaux de change en Algérie. On vous expose les détails dans la suite de cet article. Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a été interrogé, ce jeudi 9 juin, à l'Assemblée populaire nationale (APN), sur l'ouverture des bureaux de change en Algérie. Répondant à une question d'un député à ce sujet ; il explique que ce dossier relève exclusivement des responsabilités de la Banque d'Algérie.



[Contrôle financier: les commissaires aux comptes nommés en toute transparence](#)

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouïa a affirmé que la nomination des commissaires aux comptes au niveau des entreprises s'effectuaient en toute transparence conformément à la loi.

Commerce extérieur C'est Madrid qui a le plus besoin de l'Algérie

Dans une note adressée aux banques, la semaine passée, l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) a annoncé le gel des domiciliations bancaires des opérations de commerce extérieur de produits de et vers l'Espagne à partir du jeudi dernier, 9 juin.



Le beurre et l'argent du beurre

Toujours preste à tenter de défendre ses intérêts, la Commission de l'Union européenne devrait comprendre que l'Algérie a aussi le droit de défendre les siens. De plus, quand une des nations de l'Union se rebelle et s'éloigne des directives et des décisions fixées et sort du rang de la communauté européenne, elle se plie à la rébellion d'Etats sans s'offusquer. Les exemples de la Hongrie et de la Pologne à ce titre sont indicateurs des positions contraires prises pour affirmer des libertés conformes à l'intérêt de leurs peuples.



Importations automobiles : Raouya s'exprime sur la possibilité d'élargir les mesures d'exonérations fiscales

Dans une intervention lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, le ministre des Fiances, Abderrahmane Raouya, s'est exprimé au sujet des importations automobiles. Il a évoqué, à ce propos, la question des exonérations fiscales.



L'ouverture des bureaux de changes n'intéresse pas les investisseurs, selon le ministre des finances

Le marché noir de la devise constitue la principale source d'approvisionnement en monnaies étrangères pour le commerce informel et formel. Jusqu'à présent, personne ne sait exactement à combien s'élève la valeur de la devise qui circule dans les marché parallèles à travers le pays.

Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI : «L'Algérie doit se donner les moyens de mieux combattre les crises financières à venir»

«L'Algérie doit se donner les moyens de mieux combattre les crises financières à venir», affirme Dr. Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI. Avec la pandémie «ayant mis à nu toutes les limites de l'ancien ordre économique mondial, l'Algérie doit, sur le plan stratégique, se doter d'une feuille de route à moyen et long terme ».



مالية: تعزيز التعاون الثنائي الجزائري-البريطاني محور محادثات بالجزائر العاصمة



استقبل وزير المالية, عبد الرحمان راوية اليوم الخميس وزير الدولة البريطاني للشؤون الخارجية المكلف بآسيا الجنوبية والوسطى وشمال إفريقيا والأمم المتحدة والكومنولث, السيد طارق محمود أحمد في إطار زيارته إلى الجزائر حيث تطرق معه إلى وضع العلاقات الاقتصادية و المالية الثنائية, حسبما أفاد به بيان للوزارة.

رقابة مالية: تعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات يتم بكل شفافية

أكد وزير المالية، عبد الرحمان راوية، يوم الخميس بالجزائر العاصمة، أن تعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات يتم بكل شفافية، وفقا لما يمليه القانون و تكريسا لشفافية التسيير. و في رده على سؤال للنائب الأزهر دقلة (جبهة المستقبل) حول مدى ممارسة محافظ الحسابات لمهامه الرقابية باستقلالية، خلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصصت لطرح الأسئلة الشفوية، أوضح السيد راوية أن الدولة الجزائرية تبنت اصلاح المنظومة القانونية للمهن المحاسبية من خلال قانون رقم 10-01 المؤرخ في 29 يونيو 2021 و المتعلق بمهن الخبير المحاسب و محافظ الحسابات و المحاسب المعتمد.

وزارة مالية: تعزيز التعاون الثنائي الجزائري-البريطاني محور محادثات بالجزائر



استقبل وزير المالية، عبد الرحمان راوية اليوم الخميس وزير الدولة البريطاني للشؤون الخارجية المكلف بآسيا الجنوبية والوسطى وشمال إفريقيا والأمم المتحدة والكونولث، السيد طارق محمود أحمد في إطار زيارته إلى الجزائر حيث تطرق معه إلى وضع العلاقات الاقتصادية والمالية الثنائية، حسبما أفاد به بيان للوزارة.



تعين محافظي الحسابات يتم بكل شفافية

أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية، أن تعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات يتم بكل شفافية، وفقا لما يمليه القانون وتكريسا لشفافية التسيير. في رده على سؤال للنائب الأزهر دقلة (جبهة المستقبل) حول مدى ممارسة محافظ الحسابات لمهامه الرقابية باستقلالية، خلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني، أول أمس، خصصت لطرح الأسئلة الشفوية، أوضح راوية أن الدولة الجزائرية تبنت إصلاح المنظومة القانونية للمهن المحاسبية من خلال قانون رقم 01-10 المؤرخ في 29 يونيو 2021 والمتعلق بمهن الخبير المحاسب ومحافظ الحسابات والمحاسب المعتمد.



تعين محافظي الحسابات في المؤسسات يتم بكل شفافية راوية يؤكد أن الأمر خاضع للقانون

أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية، أول أمس، أن تعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات يتم بكل شفافية، وفقا لما يمليه القانون وتكريسا لشفافية التسيير. في رده على سؤال للنائب الأزهر دقلة (جبهة المستقبل) حول مدى ممارسة محافظ الحسابات لمهامه الرقابية باستقلالية، خلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصصت لطرح الأسئلة الشفوية، أوضح راوية أن الدولة الجزائرية تبنت اصلاح المنظومة القانونية للمهن المحاسبية من خلال قانون رقم 01-10 المؤرخ في 29 جوان 2021 المتعلق بمهن الخبير المحاسب ومحافظ الحسابات والمحاسب المعتمد.



طمأن بعودة الاستيراد والتصنيع قريبا... راوية: هؤلاء فقط معنيون بالإعفاءات الجمركية عن السيارات

اعترف وزير المالية عبد الرحمن راوية بحاجة المؤسسات والإدارات والمواطنين في الجزائر لمركبات جديدة، بعد توقيف نشاط الاستيراد والتركيب لعدة سنوات، وقال إن الحكومة بصدد دراسة الملف، وسيشهد انفراجا خلال الأيام المقبلة. وصرح وزير المالية: "نحن على علم بحاجة الإدارات والمؤسسات والمواطنين للسيارات، هناك نقص في السوق، الحكومة على دراية به، وبصفتي ممثلا لها أؤكد أن الوضع سيعرف حولا جديدة قريبا."



موعد فتح مكاتب صرف.. وزير المالية يوضح

كشف وزير المالية عبد الرحمان راوية، أن الموافقة على فتح مكاتب الصرف والإشراف عليها من مسؤولية بنك الجزائر حصرا. وأوضح راوية، الخميس، في رده على أسئلة نواب المجلس الشعبي الوطني، أن البنك وضع الإطار التنظيمي الخاص بمكاتب الصرف والذي يتيح آلية التتبع الخاصة بهذا النشاط ومراقبة المعاملات ذات الصلة لضمان أهداف سياسية الصرف.



راوية يتحدث عن ملف استيراد السيارات

أكد وزير المالية عبد الرحمن راوية، أن ملف استيراد السيارات، سيشهد انفراجا خلال الأيام المقبلة. وقال وزير المالية في رده على سؤال في المجلس الشعبي الوطني: "نعلم ان هناك نقص في السوق، الحكومة على دراية به، وبصفتي ممثلا لها أؤكد أن الوضع سيعرف حولا جديدة قريبا، والحكومة بصدد إعداد نصوص قانونية جديدة تمهيدا لعودة استيراد وتصنيع السيارات".



راوية: تعيين محافظي الحسابات بالمؤسسات يتم بكل شفافية

كشف وزير المالية عبد الرحمان راوية، أنّ تعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات يتم بكل شفافية. وفقا لما يمليه القانون وتكريسا لشفافية التسيير.

وقال وزير المالية، أن الجزائر تبنت إصلاح المنظومة القانونية للمهن المحاسبية من خلال قانون رقم 10-01 المؤرخ في 29 جوان 2021. والمتعلق بمهن الخبير المحاسب ومحافظ الحسابات والمحاسب المعتمد. مشيرا إلى أن الإطار القانوني الجديد يضمن تكريس آليات تستهدف ضمان الشفافية في التسيير. وفقا لمبادئ المنافسة المتمثلة في أخذ دفتر الشروط. كأساس لتعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات الخاضعة طبقا لقواعد المحاسبة المالية. موضحا أن اعتماد دفتر الشروط هو من بين الطرق الناجعة التي تضمن تكافؤ فرص المترشحين لأداء مهامهم كمحافظي حسابات.

OUVERTURE DES BUREAUX DE CHANGE

Désintérêt des investisseurs

Alors que le marché de change dans le pays est dominé par l'informel, l'ouverture des bureaux de change n'est pas pour demain. Les investisseurs ne montrent aucun intérêt pour cette activité, selon le ministre des Finances.



En réponse à la question d'un député, jeudi dernier lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, sur l'absence des bureaux de change à ce jour, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a affirmé que les investisseurs ne manifestaient pas d'intérêt pour cette activité.

Il a ainsi souligné l'absence de demande d'ouverture de bureaux de change. Ce dossier relève exclusivement des responsabilités de la Banque d'Algérie, selon les précisions du ministre. Cette dernière a mis en place, a-t-il noté, un cadre réglementaire régissant l'activité des bureaux de change et

permettant d'assurer la traçabilité, la transparence et le contrôle des transactions y afférentes, en vue de garantir le respect des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent ainsi que les objectifs de la politique de change.

L'ouverture de ces bureaux de change n'est donc pas envisageable dans l'immédiat bien qu'il y ait nécessité de les ouvrir, selon les affirmations de l'expert financier, Souhil Meddah, lequel a souligné la nécessité de réglementer ce marché qui, faut-il le noter, est dominé par l'informel. Il explique le manque d'intérêt pour cette activité par le fait que «celui qui demandera l'ouverture de

bureaux de change se retrouvera "piégé" par le cours officiel qu'il devra suivre et donc avec moins de ressources», les bureaux de change étant soumis à des règles strictes de parité de la Banque d'Algérie.

L'expert a préconisé une «fusion» entre le marché formel et informel qui permettrait d'atteindre «un cours moyen acceptable pour tous», ou encore un alignement ou un rapprochement des parités officielles et parallèles.

L'instauration de bureaux de change réglementés à travers tout le territoire national, notamment dans les wilayas frontalières, a récemment été suggérée par la commission des affaires économiques, du

développement de l'industrie et de la planification de l'APN, le but étant de neutraliser les marchés parallèles de vente de devises, sachant que le marché de change en Algérie est dominé par le marché parallèle.

Les députés avaient demandé au ministre des Finances le mois dernier, lors d'une réunion consacrée à la loi sur les zones franches, de prendre les mesures nécessaires pour adopter et ouvrir des bureaux de change officiels, d'autant plus que le gouvernement s'apprête à relancer l'investissement à travers la nouvelle loi, en sus de la loi sur les zones franches qui est en préparation.

Lilia Ait Akli



FINANCES

Le renforcement de la coopération bilatérale algéro-britannique évoqué à Alger

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu jeudi, le ministre d'Etat britannique des Affaires étrangères de l'Asie du Sud et centrale, de l'Afrique du Nord, de l'ONU et du Commonwealth, Tariq Mahmood Ahmad, dans le cadre de sa visite en Algérie, avec lequel il a évoqué l'état des relations économiques et financières bilatérales, a indiqué un communiqué du ministère.

ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Les bonnes prévisions de la Banque mondiale

La Banque mondiale (BM) parlait sur un regain de croissance de l'économie mondiale, dont le PIB de l'Algérie qu'elle évaluait à 3,2%. Mais, il y a trois jours, dans un nouveau rapport, l'institution dit s'attendre à un net ralentissement de la croissance mondiale pour cette année à cause de l'impact de la guerre en Ukraine, avec des risques d'une stagflation, c'est-à-dire une période prolongée de faible croissance et d'inflation élevée, qui n'a jamais été aussi élevée depuis 80 ans.

La guerre en Ukraine a chamboulé l'ordre économique mondial qui n'a pas fini de se relever des effets de la pandémie. Dans son dernier sur les perspectives économiques mondiales, publié mardi dernier, la Banque mondiale a alerté sur «un risque grandissant de stagflation», soit une période où la croissance sera faible et l'inflation élevée. L'institution de Washington prévoit, désormais, une hausse du produit intérieur brut mondial de 2,9%, contre une prévision précédente de 4,1%, annoncée en janvier. Pour les mois qui s'annoncent «l'économie mondiale devrait connaître sa plus forte décélération suivant une reprise depuis plus de 80 ans», prévient la BM. Un plongeon de l'activité économique mondiale qui intervient après une reprise économique soutenue en 2021 (+5,7%), à la suite de la profonde récession provoquée par la pan-

démie de Covid-19. Quant au risque grandissant de stagflation, la BM prévient sur «des conséquences déléteres» surtout pour les pays à faible revenu et ceux à revenu intermédiaire. En raison des dommages conjugués de la pandémie et de la guerre, le niveau de revenu par habitant dans les pays en développement sera cette année inférieur de près de 5% par rapport à ce qui avait été projeté avant la pandémie.

L'analyse de la Banque mondiale prédit que la faible croissance se prolonge jusqu'en 2023-2024, la guerre en Ukraine causant un fort impact sur l'activité, l'investissement et le commerce à court terme, conjugué à une demande qui faiblit et à la levée progressive des mesures d'aide des gouvernements. Ainsi, selon les perspectives établies, la croissance devrait ralentir dans toutes les régions, à l'exception du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Sauf que pour cette dernière ce ne sont pas tous les pays qui réussiront à résister à cette difficile conjoncture économique qui s'annonce. En effet, les avantages de la hausse des prix de l'énergie pour les exportateurs de pétrole devraient l'emporter sur ses effets négatifs sur les autres économies de la région. Au début de l'année, constate la BM, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord peinait déjà à rattraper les pertes de croissance et d'emplois provoquées par la pandémie. Dans les pays exportateurs de pétrole, la hausse des cours du baril et de la production a contribué à consolider une reprise robuste,

en partie contrebalancée par la hausse des prix des denrées alimentaires et du coût des emprunts. L'on se rappelle qu'au début de l'année, des prédictions très optimistes étaient émises pour l'Algérie pour en faire l'exception au Maghreb.

Dans ses prévisions de croissance pour 2022, la Banque mondiale évaluait en début d'année la croissance de l'économie algérienne à 3,2% et annonçait même au sujet des comptes publics en 2022 que le solde budgétaire sera excédentaire à 0,7% du PIB. Une croissance due donc à la remontée des prix des hydrocarbures depuis 2021.

Quoi qu'il en soit, la BM établit que la croissance moyenne de la région devrait atteindre 5,3% en 2022, soit le rythme le plus rapide depuis une décennie, mais elle masque des situations très hétérogènes, entre pays exportateurs de pétrole et les pays importateurs comme c'est le cas au Maghreb. Une perspective de croissance qui, en fin de compte, rejoint dans une large mesure celle dont a fait part, la veille de la publication du rapport de la Banque mondiale, le ministre algérien des Finances, Abderrahmane Racouya, qui annonçait depuis Oran, lundi dernier donc, que «l'Algérie a réussi à dépasser les répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19 et les grands indices économiques sont en amélioration depuis le deuxième semestre de l'année 2021, ce qui permet de prévoir un taux de croissance de 3,4% pour l'exercice 2022».

Azedine Maktour

ABSENCE DE BUREAUX DE CHANGE

Les explications de Raouya

La nomination des commissaires aux comptes au niveau des entreprises s'effectuait en toute transparence conformément à la loi.

Mohamed K. - Alger-(Le Soir) - C'est ce que le ministre des Finances soutient. Intervenant, avant-hier jeudi à l'Assemblée populaire nationale dans le cadre d'une plénière dédiée à des questions orales, Abderrahmane Raouya a affirmé que «l'État algérien a initié la réforme juridique des professions comptables à travers la loi 10-01 du 29 juin 2021, relative aux professions d'expert comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé».

Un nouveau cadre juridique

qui «garantit la consécration de mécanismes visant la transparence dans la gestion» conformément aux principes de concurrence, en se basant sur un cahier des charges pour la désignation des commissaires aux comptes au niveau des entreprises dans le cadre des règles de comptabilité financière», explique le ministre pour qui le cahier des charges «est l'une des méthodes efficaces garantissant l'égalité des chances entre candidats».

Et d'ajouter que «le choix des commissaires aux comptes était

tributaire des garanties protégeant le commissaire et l'assistant dans ses missions sans pression ni népotisme», soulignant que le rôle de contrôle du ministère des Finances consiste à «garantir la régularité des procédures suivies pour choisir les commissaires aux comptes».

Concernant l'absence de bureaux de change dans le pays, le ministre des Finances l'a imputée au déficit d'investisseurs qui, selon lui, «ne manifestaient pas d'intérêt pour cette activité». D'où le manque de demande d'ouverture de bureaux de change, ajoute Raouya pour qui ce dossier relève exclusivement des «responsabilités de la Banque

d'Algérie» qui a mis en place un cadre réglementaire régissant l'activité des bureaux de change et permettant d'assurer la traçabilité, la transparence et le contrôle des transactions y afférentes, en vue de garantir le respect des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent ainsi que les objectifs de la politique de change».

Le ministre des Finances a, par ailleurs, exclu tout élargissement du bénéfice des exonérations de droits douaniers et de la TVA sur l'acquisition de véhicules touristiques et utilitaires à des catégories autres que les invalides de la guerre de Libération nationale, les fils de chahid han-

dicapés et les personnes invalides dans un cadre civil par crainte de «lourdes conséquences économiques, sous forme de prélèvements considérables des recettes fiscales et une charge qu'auront à assumer les ministères concernés par ces exemptions».

Pour Raouya, une telle démarche élargirait le champ de subventions de manière injustifiée contrairement à la politique mise en place portant rationalisation des politiques de subventions économiques et d'orientation de la subvention en faveur des ayants droit».

M. K.

TAUX DE CHANGE DES PRINCIPALES DEVISES

Le dinar peine à s'imposer

Samedi 11 juin 2022, 1 euro s'échangeait contre 155,82 dinars à l'achat et 155,89 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle de change, l'unité de cette même monnaie s'échangeait toujours dans les environs de 214,50 dinars à l'achat et à 216,50 dinars à la vente.

Le dollar américain sur le marché officiel de change reste à 145,48 dinars à l'achat et 145,49 dinars à la vente. Sur le marché parallèle, il est proposé par les cambistes dans les environs de 200 dinars à l'achat et 203 dinars à la vente.

Pour ce qui est du taux de change de la livre sterling, 1 seul pound s'échange contre 181,94 dinars à l'achat et 182 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle, l'unité de cette monnaie reste encore plus chère, s'échangeant contre 250 dinars à l'achat et 252 dinars à la vente. Enfin, pour ce qui est de la monnaie canadienne, 1 dollar canadien était proposé, samedi 11 juin 2022, dans les cotations officielles, contre 115,65 dinars à l'achat et 115,67 dinars à la vente. Sur le marché parallèle de change, le dollar canadien s'échangeait au cours de la même journée contre 153 dinars à l'achat et 156 dinars à la vente.

R. N.

الحكومة بصدد إعداد نصوص قانونية جديدة، راوية،

ملف استيراد السيارات سيشهد انفراجا خلال أيام



بالاقتصاد الوطني، كما أن خطوة مثل هذه تتنافى وسياسة انتقائية الدعم التي تتجه إليها الحكومة وتشكل عبئا إضافيا على الخزينة والإدارات التي ستكلف بتطبيق القرار. وأشار الوزير إلى أن الإعفاء من الرسوم والحقوق الجمركية يتعلق بمعطوبي حرب التحرير الوطني، الذين تساوي نسبة عطبهم 60 بالمائة، مع إمكانية اقتناء سيارة سياحية جديدة كل خمس سنوات، بمواصفات محددة في القانون، مع الإعفاء الكامل من الحقوق والرسوم الجمركية إذا تم استيرادها بالعملة الصعبة من حسابهم الخاص.

أكد وزير المالية عبد الرحمن راوية، أن ملف استيراد السيارات، سيشهد انفراجا خلال الأيام المقبلة. وقال وزير المالية في رده على سؤال في المجلس الشعبي الوطني: «نعلم أن هناك نقص في السوق، الحكومة على دراية به، وبصفتي ممثلا لها أؤكد أن الوضع سيعرف حلولا جديدة قريبا، والحكومة بصدد إعداد نصوص قانونية جديدة تمهيدا لعودة استيراد وتصنيع السيارات». ونفى الوزير إمكانية استفادة فئات جديدة من مستوردي السيارات من الإعفاءات الجمركية، مؤكدا أنه سيضر

حلول لملف السيارات قريبا

جند وزير المالية عبد الرحمان راوية، التأكيد على أن ملف استيراد السيارات سيشهد انفراجا خلال الأيام المقبلة، مبرزا في رده على سؤال في المجلس الشعبي الوطني أول أمس: "نعلم أن هناك نقصا في السوق الحكومة على دراية به، وبصفتي ممثلا لها أؤكد أن الوضع سيعرف حلولا جديدة قريبا، والحكومة بصدد إعداد نصوص قانونية جديدة تمهيدا لعودة استيراد وتصنيع السيارات".



ونفى وزير المالية، إمكانية استفادة فئات جديدة من مستوردي السيارات من الإعفاءات الجمركية، مؤكدا أنه سيضر بالاقتصاد الوطني، كما أن مثل هذه

الخطوة تتنافى وسياسة انتقائية الدعم التي تتجه إليها الحكومة وتشكل عبئا إضافيا على الخزينة والإدارات التي ستكلف بتطبيق القرار.

علاقات اقتصادية عميقة ومتنوعة



استقبل وزير المالية عبد الرحمان راوية، الأربعاء، سفير فنزالية روسيا لدى الجزائر، إيفور بيلاييف الذي أدى له زيارة على إثر انتهاء مهامه بالجزائر. حسبما أكد بيان للوزارة. وخلال اللقاء الذي جرى بمقر الوزارة، أكد السيد راوية ومخادته على "الروابط القوية التي لطالما ميزت العلاقات بين البلدين والتي تشكل ضمانا مهمة لتطوير علاقات اقتصادية عميقة ومتنوعة". وحرص الدبلوماسي الروسي على تقديم "شكره لسلطات الجزائرية لاستعدادها الكامل خلال فترة تواجده في الجزائر والتزامها بالعمل على تعميق العلاقات الثنائية". من جانبه، لم يتوان وزير المالية عن تهنئة الدبلوماسي الروسي على الجهود التي بذلها خلال مهمته في الجزائر. كما تم اغتنام فرصة هذه المقابلة لاستعراض الوضع الحالي للتعاون الاقتصادي والمالي الثنائي، فضلا عن الطرق والوسائل التي يجب تنفيذها لتطويره وتقويته بشكل أكبر.

برر ذلك بعدم وجود طلبات لفتحها وعدم جاذبية المكافأة، راوية؛ عدم اعتماد مكاتب الصرف يعود لقلة إقبال المستثمرين عليها

■ تعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات بنم بكل شفافية لضمان الرقابة المالية

وفي رده عن سؤال آخر النائب محمد مير (الأحرار) حول إمكانية اتخاذ اجراءات وقرارات تسمح للمواطنين المالكين للسيارات السياحية والتفعية بالاستفادة من الاعطاءات من الحقوق الجمركية ومن الضريبة على القيمة المضافة. أوضح الوزير أن هذه الامتيازات ممنوحة لفترة محددة وفقا للتشريع المعمول به في هذا الاطار وهي فئات معطويين حرب التحرير الوطني وابتداء الشهداء المعاقين والأشخاص المصابين بإعاقة حركية في إطار مدني.

وأبرز أن تصميم هذه الامتيازات أو توسيعها لفئات أخرى سيترتب عنه آثار اقتصادية ثقيلة على توازنات الاقتصاد الوطني. وهو ما سيسبب اقتطاعا ممترا من مداخيل الجباية المحتملة إضافة إلى العبء العملي الذي ستتحمله الوزارات المكلفة بنظام الاعطاءات. وأضاف بأن مثل هذا الاقتراح سيؤدي إلى توسيع دائرة الدعم بصيغة غير مبررة خلافا للسياسة المقررة والمتعلقة بتشييد سياسات الدعم الاقتصادية مع توجيه الدعم لفئات المستحقة له.

وعن سؤال النائب عبد الله حرشاية (حركة مجتمع السلم) حول إمكانية مراجعة تعويض المنطقة الجغرافية للتصوم عليه في الرسوم رقم 82-183 المؤرخ في 15 ماي 1982 المتعلق بكيفية حساب تعويض المنطقة المعدل والمتمم وفقا للتعديلات التي مست شبكة الرواتب. رد الوزير بأنه يمكن الجمع بين التعويضات المؤسسة قبل سنة 1995 و تعويضات المؤسسة بعد 1995 والتي تمت مراجعتها سنة 2013.

وأضاف أن المرسوم التنظيمي رقم 90/193 المؤرخ في 23 يونيو 1990 المتضمن رفع الأجور الرئيسية للعمال التابعين لقطاع المؤسسات والادارات العمومية نص في مادته 3 على أن يستمر في حساب تعويض المنطقة على اساس سلم الرواتب الجاري العمل به والذي لم يعرف تعديلا لفاية يومنا هذا.

وفي اجابته عن سؤال النائب عمر معمر (حركة مجتمع السلم) حول أسباب توقف اجراءات تسوية وضعية البنائيات الجاهزة ببلدياتي الشلف وواد سبلي التي شيدتها مؤسسة الاسمنت ومشتقاته لصالح موظفيها. قال السيد راوية أنه في حالة تعثر تسوية الوضعية. يتم تحويل المساكن المعنية لغرفة الدولة بإستصدار مؤسسة الاسمنت ومشتقاته للأئحة تصدرها هيئتها الاجتماعية لتكريس العملية وتكثيف الشاغلين من عقود إيجار تخول لهم الحق في الترشح لاكتسابها في إطار التنازل عن املاك القطاع العمومي.

أكد وزير المالية، عبد الرحمان راوية، أمس الأول، بالجزائر العاصمة، أن تعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات يتم بكل شفافية، وفقا لما يمليه القانون وتكريسا لشفافية التسيير.

وفي رده على سؤال للنائب الأزهر دقلة (جبهة المستقبل) حول مدى ممارسة محافظي الحسابات لمهامه الرقابية باستقلالية. خلال جلسة علنية بالجلس الشعبي الوطني خصصت لطرح الأسئلة الشفوية، أوضح السيد راوية أن الدولة الجزائرية تبنت إصلاح المنظومة القانونية للمهن المحاسبية من خلال قانون رقم 10-01 المؤرخ في 29 يونيو 2021 والمتعلق بمهن الخبير المحاسب ومحافظ الحسابات والمحاسب المعتمد.

وأكد أن هذا الاطار القانوني الجديد يشتمل تكريس آليات تستهدف ضمان الشفافية في التسيير " وفقا لمبادئ المناهضة المتمثلة في أخذ دفتر الشروط كأساس لتعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات الخاضعة طبقا لتواعد المحاسبة المالية. موضحا أن اعتماد دفتر الشروط هو من بين الطرق الناجمة التي تضمن تكافؤ فرص المترشحين لأداء مهامهم كمحافظي حسابات.

ويبقى هذا الأمر يضيف الوزير "مرهونا بإحاطته بضمانات تحمي محافظي الحسابات وتساعد في مزاولة مهامهم دون ضغط أو محاباة". مؤكدا أن أهمية الدور الرقابي الذي تقوم به وزارة المالية لسهر على ضمان نظامية وشرعية اجراءات تعيين محافظي الحسابات.

من جهة أخرى أكد الوزير أن بنك الجزائر يتابع التطورات الحاصلة في سوق الصرف بما يسمح له بإجراء التعديلات اللازمة فيما يتعلق بالاطار التنظيمي من أجل التكيف مع الاحتياجات والأهداف الاقتصادية للبلاد.

ففي رده على سؤال للنائب محمد سقراس عن حركة البناء الوطني حول أسباب عدم اعتماد مكاتب الصرف لحد الآن. أوضح السيد راوية أن نشاط مكاتب الصرف لا يشهد إقبالا كبيرا من طرف المستثمرين. بدليل عدم وجود طلبات لفتح مكاتب الصرف. ويرر هذا الوضع على وجه الخصوص بعدم جاذبية المكافأة.

وذكر في هذا الاطار أن الموافقة على فتح مكاتب الصرف والاشراف عليها يعد من مسؤوليات بنك الجزائر حصريا. والذي وضع إطارا تنظيميا يحدد نشاط مكاتب الصرف و يتيح إمكانية التبضع والشفافية اللازمين لهذا النشاط و مراقبة المعاملات ذات الصلة بهدف ضمان الامتثال للأحكام المتعلقة بمكافحة غسيل الأموال وكذا أهداف سياسة الصرف.

بدر ذلك بعدم جاذبيته للمستثمرين... راوية: لم تتلق أي طلب لفتح مكاتب الصرف

أكد وزير المالية، عبد الرحمن راوية، أول أمس، أن تعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات يتم بكل شفافية، وفقا لما يبيحه القانون وتكريسا لشفافية التسيير. وفي رده على سؤال للناظر الأزهر حذلة، حول مدى ممارسة محافظ الحسابات مهامه الرقابية باستقلالية خلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصصت لطرح الأسئلة الشفوية، أوضح راوية أن الدولة الجزائرية تبنت إصلاح المنظومة القانونية للمهن المحاسبية من خلال قانون رقم 01-10 المؤرخ في 29 يونيو 2021 والمتعلق بمهن الخبير المحاسب ومحافظ الحسابات والمحاسب المعتمد.

سياسات الدعم الاقتصادية مع توجيه الدعم للشركات المستحقة له. وعن سؤال الناظب عبد الله حرشاية حول إمكانية مراجعة تمويض المنطقة الجغرافية المنصوص عليه في المرسوم رقم 82-183 المؤرخ في 15 مايو 1982 المتعلق بكثافة حساب تمويض المنطقة المعدل والمتمم وفقا للتعديلات التي مست شبكة الرواتب، رد الوزير بأنه يمكن الجمع بين التمويضات المؤسسة قبل سنة 1995 وتمويضات المؤسسة بعد 1995 والتي تمت مراجعتها سنة 2013.

وأضاف أن المرسوم التنفيذي رقم 90/193/ المؤرخ في 23 يونيو 1990 المتضمن رفع الأجور الرئيسية للمعامل التابعين لقطاع المؤسسات والإدارات العمومية نص في مادته 3 على أن يستمر في حساب تمويض المنطقة على أساس سلم الرواتب الجاري العمل به والذي لم يعرف تعديلا لغاية يومنا هذا.

وفي إجابته عن سؤال الناظب صر معمر حول أسباب توقف إجراءات تسوية وضعية البنائات العاهزة ببلديتي الشلف وواد سلي التي شهدتها مؤسسة الأسمنت ومشتقاته لصالح موظفيها، قال راوية إنه في حالة تعثر تسوية الوضعية يتم تحويل المساكن المعنية لفائدة الدولة باستصدار مؤسسة الأسمنت ومشتقاته للاحقة تصديرها هيئتها الاجتماعية لتكريس العملية وتمكين الشاغلين من عقود إيجار تخول لهم الحق في الترشح لاكتسابها في إطار التنالز عن أملاك القطاع العمومي.



سعيد ب

وأكد أن هذا الإطار القانوني الجديد يضمن تكريس آليات تستهدف "ضمان الشفافية في التسيير" وفقا لمبادئ المناسبة المتمثلة في أخذ دتتر الشروط كأساس لتعيين محافظي الحسابات على مستوى المؤسسات الخاضعة طبقا لتواعد المحاسبة المالية، موضحا أن اعتماد دتتر الشروط هو من بين الطرق الناجمة التي تضمن تكافؤ فرص المترشحين لأداء مهامهم كمحافظي حسابات.

ويبقى هذا الأمر، بضيف الوزير، "مرهونا بإحاطته بضمانات تحمي محافظ الحسابات وتساعد في مزاولة مهامه دون ضغط أو محاباة، مؤكدا على أهمية الدور الرقابي الذي تقوم به وزارة المالية للسهر على ضمان نظامية وشرعية إجراءات تعيين محافظ الحسابات.

من جهة أخرى، أكد الوزير أن بنك الجزائر يتابع التطورات الحاصلة في سوق الصرف بما يسمح له بإجراء التعديلات اللازمة فيما يتعلق بالإطار التنظيمي من أجل التكيف مع الاحتياجات والأهداف الاقتصادية للبلاد.

ففي رده على سؤال للناظب محمد سنقراس عن حركة البناء الوطني، حول أسباب عدم اعتماد مكاتب الصرف لحد الآن، أوضح راوية أن نشاط مكاتب الصرف لا يشهد إقبالا كبيرا من طرف المستثمرين، بدليل عدم وجود طلبات لفتح مكاتب الصرف. وبرز هذا الوضع على وجه الخصوص بعدم جاذبية المكافأة.

أن هذه الامتيازات ممنوحة لفئة محددة وفقا للتشريع المعمول به في هذا الإطار وهي فئات معطوي حرب التحرير الوطني وأبناء الشهداء المعاقين والأشخاص المصابين بإعاقة حركية في إطار مدني. وأبرز أن تعميم هذه الامتيازات أو توسيعها لفئات أخرى سيترتب عنه آثار اقتصادية ثقيلة على توازنات الاقتصاد الوطني، وهو ما سيشكل اقتطاعا معتبرا من مداخيل الجباية المتعلقة إضافة إلى العبء العمالي الذي ستتحمله الوزارات المكلفة بنظام الإعفاءات.

وأضاف بأن مثل هذا الاقتراح سيؤدي إلى توسيع دائرة الدعم بمسقة غير مبررة خلافا لسياسة المقررة والمتعلقة بترشيد

وذكر في هذا الإطار، أن الموافقة على فتح مكاتب الصرف والإشراف عليها يعد من مسؤوليات بنك الجزائر حصريا، والذي وضع إطارا تنظيميا يحدد نشاط مكاتب الصرف ويتيح إمكانية التتبع والشفافية اللازمين لهذا النشاط ومراقبة المعاملات ذات الصلة بهدف ضمان الامتثال للأحكام المتعلقة بمكافحة غسل الأموال وكذا أهداف سياسة الصرف.


وفي رده عن سؤال آخر، الناظب محمد مير (الأحرار) حول إمكانية اتخاذ إجراءات وقرارات تسمح للمواطنين المالكين للسيارات السياحية والنفعية بالاستفادة من الإعفاءات من الحقوق الجمركية ومن الضريبة على القيمة المضافة، أوضح الوزير



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](#) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger